

Organismes d'exécution du PNUD

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	Vienne
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Washington
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Genève
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	Nairobi
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Rome
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale	Montréal
OIT	Organisation internationale du travail	Genève
OMT	Organisation maritime internationale	Londres
OMM	Organisation météorologique mondiale	Genève
OMS	Organisation mondiale de la santé	Genève
OMT	Organisation mondiale du tourisme	Madrid
ONU	Organisation des Nations Unies	New York
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Vienne
PNUD/BEP	Programme des Nations Unies pour le développement Bureau de l'exécution des projets	New York
UIT	Union internationale des télécommunications	Genève
UNDTCD	Département de la coopération technique pour le développement de l'ONU	New York
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Paris

2. Les fonds de développement et les banques d'investissement arabes

Aperçu

Les fonds d'aide et les banques d'investissement arabes représentent une importante source de financement pour le développement et les investissements, surtout depuis 1973 lorsque les hausses du prix du pétrole de l'OPEP ont apporté de nouvelles rentrées dans les caisses des États membres. À cette époque des programmes d'aide arabe étaient déjà en place. Le Koweït avait créé en 1961 un Fonds d'aide pour le développement économique des pays arabes (FKDEA) qui avait été suivi en 1968 par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et, en 1971, par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe (FADDEA). Au 31 décembre 1986, les engagements et déboursés totaux de 14 institutions d'aide de l'OPEP étaient respectivement de 30,7 et 21,8 milliards de dollars américains.

Puisque le Canada et les autres pays occidentaux industrialisés ne sont pas membres de ces institutions, ils ne jouent pas un rôle direct dans les activités de fonctionnement.

Le texte qui suit est très général et a simplement pour but de présenter ces institutions aux exportateurs

canadiens. Étant donné que les fonds arabes ne sont pas obligés de passer les marchés dans des pays arabes, les fournisseurs canadiens peuvent toujours présenter des soumissions.

Types d'institutions

(i) Les fonds de développement

Bon nombre de Fonds arabes de développement sont des organismes à parrainage multilatéral au sein du monde arabe ou, dans le cas du Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI), à parrainage multilatéral avec une participation arabe et non arabe. D'autres institutions sont établies et financées sur le plan national. Les principales institutions, classées selon leur capital autorisé au 31 décembre 1986, sont les suivantes:

Nom	Type	Siège	Capital autorisé (Millions de \$ US)	Prêts totaux accordés
Fonds du Koweït pour le développement économique arabe	Institution nationale	Koweït	6841	4254
Fonds saoudien de développement	Institution nationale	Riyad	6667	4486
Fonds de l'OPEP pour le développement international	Institution multilatérale mixte	Vienne	3435	3207
Fonds arabe pour le développement économique et social	Institution multilatérale arabe	Koweït	2737	2802
Banque islamique de développement extérieur	Institution multilatérale mixte	Djeddah	2415	6223
Fonds iraquien pour le développement	Institution nationale	Bagdâd	1125	845
Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique	Institution multilatérale arabe	Khartoum	1048	995
Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe	Institution nationale	Abou Dhabi	545	1169

Parmi les autres institutions arabes, citons la Banque libyenne arabe du commerce extérieur, le Fonds islamique de solidarité, le Fonds monétaire arabe, l'Autorité arabe pour le développement et l'investissement agricoles et le Fonds arabe pour l'assistance technique aux pays africains et arabes.

Toutes ces institutions financent principalement des projets pour les pays clients mais elles offrent également une assistance générale et des fonds pour financer les balances des paiements. Étant donné que les pays arabes manquent de techniciens et de gestionnaires compétents pour les gros projets de développement, ils offrent souvent leur aide au développement par l'entremise d'autres organisations multilatérales ou bien cofinancent des projets en collaboration avec d'autres établissements donateurs qui peuvent fournir ces experts. En janvier 1986, les huit principales institutions arabes avaient conclu conjointement avec des institutions multilatérales et des membres de l'OCDE quelques 1729 projets dans 99 pays en développement. Parmi les 14 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, le Canada se situe au troisième rang, derrière la République fédérale